



L'article 25 du RGPD impose d'intégrer la protection des données personnelles dès la conception d'un traitement, en mettant en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées. Ce faisant, le **Privacy By Design** permet de répondre de manière structurée à cette obligation.

**Objectifs** : éviter que la conformité RGPD ne soit un ajout tardif mais une brique native du projet.

## Les 7 principes clés du Privacy By Design :

- **Prendre des mesures préventives pour anticiper les risques :**  
*Exemple : implémenter un audit de sécurité dès le début.*
- **Protéger par défaut les données personnelles sans action de l'utilisateur :**  
*Exemple : une application ne doit pas activer la géolocalisation sans consentement explicite.*
- **Intégrer la protection dès la conception :**  
*Exemple : prévoir des logs anonymisés dans l'architecture technique d'une appli.*
- **Sécuriser sans dégrader l'expérience utilisateur :**  
*Exemple : authentification forte sans rendre l'accès au service trop lourd.*
- **Sécuriser les données pendant toute la durée de conservation :**  
*Exemple : chiffrement des backups jusqu'à leur destruction.*
- **Assurer la transparence des traitements effectués :**  
*Exemple : interface utilisateur expliquant quelles données sont collectées, pourquoi, et comment elles sont utilisées.*
- **Respecter les droits des personnes :**  
*Exemple : portail utilisateur pour gérer ses préférences et supprimer son compte.*

## Mise en œuvre du Privacy By Design

### Mesures techniques :

- Chiffrement des données
- Pseudonymisation des données
- Utilisation de mots de passe...

### Mesures organisationnelles :

- Formations RGPD à destination des collaborateurs
- Gestion des accès aux données personnelles
- Obligations contractuelles pour les sous-traitants...



**Astuce projet** : intégrer une Analyse d'Impact (AIPD) dans votre roadmap pour identifier les risques dès la phase de cadrage.

## Pourquoi appliquer le Privacy by Design ?

- Assurer la sécurité des données traitées ;
- Garantir la transparence envers les personnes concernées ;
- Réduire les risques liés à la perte ou à l'altération des données ;
- Réduire les coûts liés à un incident de sécurité ;
- Limiter les risques de sanctions de la CNIL ;
- Améliorer l'expérience des personnes concernées.